

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 00013

Numéro SIREN : 380 363 101

Nom ou dénomination : AUMELEC AUVERGNE MECANIQUE ET ELECTROMAGNETIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 30/12/2022 sous le numéro de dépôt 15029

Liasse fiscale

DEPOT N° 18029
DU 30 DEC. 2022Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts)

①

BILAN — ACTIF

DGI-IP N° 2050-SID 2022

Désignation de l'entreprise : <u>AUMELEC SAS</u>		1 2	
Adresse de l'entreprise : <u>10, rue du pré Comtal 63100 CLERMONT-FERRAND</u>		Durée de l'exercice précédent : <u>1 2 </u>	
Numéro SIRET : <u>3 8 0 3 6 3 1 0 1 0 0 0 1 1</u>		Néant ☐	
		Exercice N clos le : <u>3 1 0 3 2 0 2 2 </u>	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2
		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)		AA	
ACTIF IMMOBILISÉ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC
	Frais de développement *	CX	CQ
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG
	Fonds commercial (I)	AH	AI
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
	Terrains	AN	AO
	Constructions	AP	AQ
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU
Immobilisations en cours	AV	AW	
Avances et acomptes	AX	AY	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
	Autres participations	CU	CV
	Créances rattachées à des participations	BB	BC
	Autres titres immobilisés	BD	BE
	Prêts	BF	BG
Autres immobilisations financières *	BH	BI	
TOTAL (II)		BJ	BK
ACTIF CIRCULANT STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM
	En cours de production de biens	BN	BO
	En cours de production de services	BP	BQ
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS
	Marchandises	BT	BU
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
	Clients et comptes rattachés (3) *	BX	BY
	Autres créances (3)	BZ	CA
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	CD
Disponibilités		CF	CG
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	CI
	TOTAL (III)	CJ	CK
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW	
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM	
	Écarts de conversion actif *	CN	
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	
Clause de réserve de propriété :		(3) Part à plus d'un an :	
Immobilisations :		Créances :	
Stocks :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGI4P N° 2051-SD 2022

Désignation de l'entreprise		AUMELEC SAS		Néant	☐
				Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 34 310.....)	DA	34 310		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB			
	Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	3 431		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours BI)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ)	DG	262 467		
	Report à nouveau	DH			
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	124 455		
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
TOTAL (I)			DI	424 663	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP			
	Provisions pour charges	DQ			
	TOTAL (III)	DR			
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	11 541		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs FI)	DV	381		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	8 830		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	318 427		
	Dettes fiscales et sociales	DY	392 903		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
	Autres dettes	EA	12 262		
Compte régular.	Produits constatés d'avance (4)	EB			
TOTAL (IV)			EC	744 344	
(V)			ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	1 169 007	
RENVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IF			
	(2) Dont {	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
		Écart de réévaluation libre	ID		
		Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	744 344			
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2022 dont le total est de 1 169 006,98 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 124 454,63 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2021 au 31/03/2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Le test effectué cette année démontre qu'il n'y a pas de dépréciation à comptabiliser.

COVID-19

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er avril 2021.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	16 797		5 000
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	709 953		11 883
Autres installations, agencements, aménagements	31 903		
Matériel de transport	5 958		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 629		2 455
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	754 442		14 338
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	108		2
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 020		
TOTAL	6 128		2
TOTAL GENERAL	777 367		19 340

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			21 797	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels		8 755	713 081	
Autres installations, agencements, aménagements			31 903	
Matériel de transport			5 958	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			9 085	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		8 755	760 025	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			110	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 020	
TOTAL			6 130	
TOTAL GENERAL		8 755	787 952	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	7 650	69		7 719
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	645 795	27 472	8 755	664 512
Installations générales, agencements divers	26 107	2 018		28 125
Matériel de transport	5 044	914		5 958
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 904	1 122		7 026
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	682 850	31 526	8 755	705 621
TOTAL GENERAL	690 500	31 596	8 755	713 341

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	69				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 472				
Installations générales, agencements divers	2 018				
Matériel de transport	914				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 122				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	31 526				
TOTAL GENERAL	31 596				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
	10 767	1 296	204	11 859
TOTAL Dépréciations	10 767	1 296	204	11 859
TOTAL GENERAL	10 767	1 296	204	11 859
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles				
	1 296	204		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 020		
Clients douteux ou litigieux	14 230	14 230	
Autres créances clients	517 988	517 988	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	187	187	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	331	331	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	10 776	10 776	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	291	291	
Charges constatées d'avance	11 218	11 218	
TOTAL GENERAL	561 042	555 022	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	11 541	11 541		
Emprunts et dettes financières divers	7	7		
Fournisseurs et comptes rattachés	318 427	318 427		
Personnel et comptes rattachés	163 177	163 177		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184 996	184 996		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	35 787	35 787		
- T.V.A	330	330		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	8 613	8 613		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	375	375		
Autres dettes	12 262	12 262		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	735 514	735 514		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	17 190			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	478
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	7
TOTAL	485

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7
Emprunts et dettes financières divers	375
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 874
Dettes fiscales et sociales	222 438
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	12 097
TOTAL	243 791

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	11 218	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	11 218	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	220	155
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	220	155

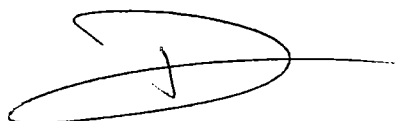
Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice			
TOTAL			
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	56 772		56 772
- Exercice	14 940		14 940
TOTAL	71 712		71 712
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Montant pris en charge dans l'exercice			

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	66 718
TOTAL	66 718
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	



AUMELEC - AUVERGNE MECANIQUE ET ELECTROMAGNETIQUE

Société par actions simplifiée

au capital de 34 310 euros

Siège social : ZAC des Gravanches 10 RUE DU PRE COMTAL

63100 CLERMONT-FERRAND

380 363 101 RCS CLERMONT-FERRAND

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 17 OCTOBRE 2022

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022 SOUMISE ET ADOPTEE

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire s'élevant à 124 454,63 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice	124 454,63 euros
------------------------	------------------

AFFECTATION

Dotation aux réserves :

Aux autres réserves, soit	44 154,63 euros
---------------------------	-----------------

Dividendes

A titre de dividende	80 300,00 euros
----------------------	-----------------

Total	124 454,63 euros	124 454,63 euros
--------------	-------------------------	-------------------------

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 365 euros.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujetti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI		Revenus non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI	
	Dividendes	Autres revenus	Dividendes	Autres revenus
31 mars 2021	0,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	
31 mars 2020	20 020,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	
31 mars 2019	70 180,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	

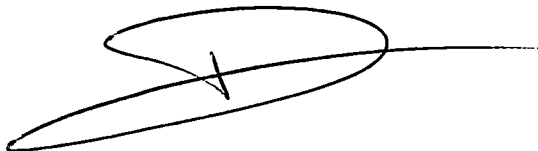
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme

La Présidente

La société ADRICIA,

Représentée par Monsieur Christophe CARVALHO DA CRUZ



CLASQUIN , DEMAY , GENEIX

contact@auditeurs-cdg.fr

AUDITEURS CDG

COMMISSARIAT AUX COMPTES

Xavier CLASQUIN

x.clasquin@auditeurs-cdg.fr

Xavier DEMAY

x.demay@auditeurs-cdg.fr

Amélie DEMAY

a.demay@auditeurs-cdg.fr

Patrick GENEIX

p.geneix@auditeurs-cdg.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

AUMELEC- AUVERGNE MECANIQUE ET ELECTROMECHANIQUE

Société par actions simplifiée

**ZAC des Gravanches
10, rue du Pré Comtal
63100 CLERMONT-FERRAND**

Exercice clos le 31 mars 2022

AUDITEURS-CDG
22, rue des chazots
63170 Aubière

Tél. 04 73 19 63 90
Fax 04 73 19 63 99

Société de Commissariat aux Comptes
inscrite près la Cour d'Appel de Riom
SAS au capital de 10 000 Euros
Siret : 814 364 881 00023
Code APE : 6920Z

Aux actionnaires,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AUMELEC relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport,

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aubière, le 8 octobre 2022

Le commissaire aux comptes

AUDITEURS CDG

Représentée par Patrick GENEIX

AUDITEURS CDG
Commissaire aux comptes
SAS au capital de 10 000 €
RCS Clermont-Fd 814 364 881
22, rue des Chazots
63170 AUBIERE
Tél : 04 73 19 63 90

Bilan et Résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/03/2022 (12 mois)				Exercice précédent 31/03/2021 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	12 650	7 719	4 931	0,42		
Fonds commercial	9 147		9 147	0,78	9 147	0,86
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	713 081	664 512	48 568	4,15	64 157	6,02
Autres immobilisations corporelles	46 945	41 109	5 836	0,50	7 434	0,70
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	110		110	0,01	108	0,01
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	6 020		6 020	0,51	6 020	0,57
TOTAL (I)	787 952	713 341	74 611	6,38	86 867	8,15
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	116 279		116 279	9,95	75 625	7,10
En cours de production de biens	38 955		38 955	3,33	7 438	0,70
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	1 283		1 283	0,11	171	0,02
Clients et comptes rattachés	532 218	11 859	520 360	44,51	509 546	47,83
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs					38	0,00
. Personnel	187		187	0,02		
. Organismes sociaux	331		331	0,03	6 467	0,61
. Etat, impôts sur les bénéfices					9 279	0,87
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	10 776		10 776	0,92	10 019	0,94
. Autres	291		291	0,02	2 763	0,26
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	70 000		70 000	5,99	70 000	6,57
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	324 716		324 716	27,78	283 220	26,59
Charges constatées d'avance	11 218		11 218	0,96	3 806	0,36
TOTAL (II)	1 106 254	11 859	1 094 396	93,62	978 373	91,85
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	1 894 206	725 199	1 169 007	100,00	1 065 240	100,00

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

PASSIF	Exercice clos le 31/03/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/03/2021 (12 mois)
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 34 310)	34 310	34 310
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	2,93	3,22
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	3 431	3 431
Réserves statutaires ou contractuelles	0,29	0,32
Réserves réglementées		
Autres réserves	262 467	252 539
Report à nouveau	22,45	23,71
Résultat de l'exercice	124 455	9 928
	10,65	0,93
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	424 663	300 208
	36,33	28,18
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts	11 541	28 731
. Découverts, concours bancaires	0,99	2,70
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers	7	17
. Associés	375	222
	0,00	0,00
	0,03	0,02
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	8 830	574
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	318 427	340 439
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	163 177	124 946
. Organismes sociaux	184 996	188 490
. Etat, impôts sur les bénéfices	35 787	3 06
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	330	20 775
. Etat, obligations cautionnées	0,03	1,95
. Autres impôts, taxes et assimilés	8 613	7 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,74	0,71
Autres dettes	12 262	53 245
Instruments financiers à terme	1,05	5,00
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	744 344	765 032
	63,87	71,82
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif		
TOTAL PASSIF (I à V)	1 169 007	1 065 240
	100,00	100,00

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2022 dont le total est de 1 169 006,98 E et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de 124 454,63 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2021 au 31/03/2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Le test effectué cette année démontre qu'il n'y a pas de dépréciation à comptabiliser.

COVID-19

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er avril 2021.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017

- les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

**Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG**

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	16 797		5 000
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	709 953		11 883
Autres installations, agencements, aménagements	31 903		
Matériel de transport	5 958		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 629		2 455
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	754 442		14 338
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	108		2
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 020		
TOTAL	6 128		2
TOTAL GENERAL	777 367		19 340

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			21 797	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels		8 755	713 081	
Autres installations, agencements, aménagements			31 903	
Matériel de transport			5 958	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			9 085	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		8 755	760 025	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			110	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 020	
TOTAL			6 130	
TOTAL GENERAL		8 755	787 952	

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	7 650	69		7 719
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	645 795	27 472	8 755	664 512
Installations générales, agencements divers	26 107	2 018		28 125
Matériel de transport	5 044	914		5 958
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 904	1 122		7 026
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	682 850	31 526	8 755	705 621
TOTAL GENERAL	690 500	31 596	8 755	713 341

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. déroq.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	69				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 472				
Installations générales, agencements divers	2 018				
Matériel de transport	914				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 122				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	31 526				
TOTAL GENERAL	31 596				

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	10 767	1 296	204	11 859
TOTAL Dépréciations	10 767	1 296	204	11 859
TOTAL GENERAL	10 767	1 296	204	11 859
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles	1 296	204		

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 020		6 020
Clients douteux ou litigieux	14 230	14 230	
Autres créances clients	517 988	517 988	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	187	187	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	331	331	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	10 776	10 776	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	291	291	
Charges constatées d'avance	11 218	11 218	
TOTAL GENERAL	561 042	555 022	6 020
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	11 541	11 541		
Emprunts et dettes financières divers	7	7		
Fournisseurs et comptes rattachés	318 427	318 427		
Personnel et comptes rattachés	163 177	163 177		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184 996	184 996		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	35 787	35 787		
- T.V.A	330	330		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	8 613	8 613		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	375	375		
Autres dettes	12 262	12 262		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	735 514	735 514		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	17 190			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	478
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	7
TOTAL	485

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7
Emprunts et dettes financières divers	375
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 874
Dettes fiscales et sociales	222 438
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	12 097
TOTAL	243 791

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	11 218	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	11 218	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	220	155,95
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	220	155,95

**Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG**

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice			
TOTAL			
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	56 772		56 772
- Exercice	14 940		14 940
TOTAL	71 712		71 712
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Montant pris en charge dans l'exercice			

Paraphé pour les besoins d'identification
AUDITEURS CDG

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	66 718
TOTAL	66 718
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus : Paraphé pour les besoins d'identification AUDITEURS CDG	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	